« NOTRE RELATION AVEC LES ÉTATS-UNIS RESTERA TOUJOURS IMPORTANTE POUR NOUS »

JANICE STEIN

Reconnue comme l'une des expertes canadiennes les plus respectées sur la scène nationale et internationale en politique mondiale, Janice Gross Stein est professeure et titulaire de la Chaire Belzberg en gestion des conflits et fut la première directrice de l'École Munk des affaires internationales de l'Université de Toronto. Elle est membre de la Société royale du Canada, de l'Ordre du Canada et de l'Ordre de l'Ontario. Elle est également membre honoraire étrangère de l'American Academy of Arts and Sciences. En 2001, elle a été conférencière Massey pour la CBC et figure parmi les premières lauréates de la bourse de la Fondation Trudeau. Le Conseil des arts du Canada lui a décerné le prix Molson pour sa contribution remarquable au débat public en tant que chercheuse en sciences sociales. Cinq universités à travers le monde lui ont également attribué un doctorat honorifique en droit. En 1996, elle a reçu le titre de professeure d'université, la plus haute distinction académique accordée par l'Université de Toronto à son corps enseignant.

Janice Stein a partagé ses réflexions sur le passé et le présent des relations canado-américaines lors d'un entretien avec le rédacteur invité Randy Boswell.

Q. : Compte tenu de l'histoire des relations entre le Canada et les États-Unis, comment qualifieriez-vous les bouleversements actuels depuis l'entrée en fonction du Président américain Donald Trump en janvier 2025 ? Serions-nous, de fait, en train de vivre un moment décisif ou bien une rupture historique ?

R. : Je ne qualifierais pas cela de rupture historique si nous adoptions une perspective plus large sur cette relation, qui débute officiellement après la guerre de Sécession (1861–1865) aux États-Unis. Déjà à l'époque de la Confédération, les Canadiens se distinguaient de leurs voisins du sud en conservant leur loyauté envers la Couronne.

Dans le cadre de la politique nationale protectionniste de son gouvernement, le premier ministre John A. Macdonald a imposé des tarifs douaniers pour soutenir le développement de l'industrie canadienne et le pays a engagé un effort conscient et délibéré de construction nationale en érigeant des

chemins de fer orientés est-ouest plutôt que nord-sud. Il y a donc eu de longues périodes où le Canada a sciemment cherché à se différencier des États-Unis. Par ailleurs, les États-Unis ont eux aussi, à certaines époques, adopté des politiques protectionnistes, comme ce fut le cas sous le président William McKinley (1897–1901), que le Président Trump admire ouvertement. Dans les années 1960, un mouvement nationaliste canadien s'est en partie défini par son rejet de l'identité américaine. Toutefois, cela a commencé à changer avec la création d'un secteur automobile intégré. Puis, lors d'une élection historique en 1988, le Canada a élu le premier ministre Brian Mulroney, fervent partisan du libre-échange avec les États-Unis. Pendant près de 40 ans, le Canada a progressivement intégré son économie à celle des États-Unis. Les barrières tarifaires ont été réduites des deux côtés, favorisant une libre circulation des capitaux et des échanges commerciaux à travers la frontière. C'est cette dernière période de 40 ans que le Président Trump a bouleversée. Nous faisons certes face à une rupture, mais ce n'est pas la première fois dans notre histoire que nous avons volontairement réduit nos liens avec les États-Unis.

Q. : Le passé du Canada offre-t-il des leçons susceptibles d'orienter sa manière de gérer les tensions actuelles dans ses relations avec les États-Unis ?

R. : Les économies ont tellement changé au cours des 40 dernières années que les stratégies qui ont réussi dans le passé ne sont au mieux que des guides métaphoriques pour l'avenir. L'industrie manufacturière a reculé dans les deux pays, comme dans l'ensemble des économies développées, tandis que l'agriculture est devenue une activité à vocation commerciale. Le secteur des services a connu une croissance exponentielle dans les deux économies, devenant une source majeure de revenus et d'exportations. Par ailleurs, la technologie est en train de transformer en profondeur le secteur des services, ainsi que ceux de l'agriculture et de l'extraction des ressources naturelles. L'application de tarifs douaniers par le Président Trump pour ramener les emplois manufacturiers du 20e siècle aux États-Unis n'a pas beaucoup de sens. Il s'agit d'une stratégie nostalgique tournée vers le passé. Le Canada doit se garder d'investir pour protéger des emplois que la technologie rendra obsolètes d'ici une ou deux décennies. Plutôt que de regarder en arrière, le Canada doit se tourner vers l'avenir et à investir dans la technologie et la productivité qui façonneront les économies de la prochaine génération.

Q. : Le Canada est confronté à deux défis majeurs et interdépendants : les droits de douane imposés par Trump, auxquels de nombreux autres pays sont également confrontés et qui menacent l'économie canadienne ; et les propos récurrents de Trump sur l'annexion du Canada en tant que « 51e État », une menace territoriale à laquelle sont également confrontés le Danemark (Groenland) et le Panama (canal de Panama). Quelle est votre lecture de ces enjeux et, plus précisément, dans quelle mesure prenez-vous au sérieux les propos de Trump sur l'annexion par la contrainte économique ?

R. : Les propos repris par le Président Trump sur le Canada en tant que « 51e État » – des propos qui ont débuté lors de son dernier mandat – montrent qu'il ne s'agit pas d'une lubie de circonstance. Ce qui est remarquable, c'est que l'intégration du Canada comme 51e État favoriserait électoralement les démocrates, non les républicains. Dans

un article récent du *Washington Post*, Paul Kane, qui a travaillé avec des experts pour modéliser l'impact des électeurs canadiens, a conclu que les électeurs canadiens auraient pu modifier le résultat de la dernière élection présidentielle américaine. Si l'obsession du Président n'est pas motivée par des intérêts politiques, elle ne peut l'être que par des intérêts économiques : l'accès aux minéraux critiques, à l'eau et à d'autres ressources que possède le Canada et dont les États-Unis ont besoin et qu'ils convoitent. Il serait insensé de la part des Canadiens de ne pas prendre cette menace implicite au sérieux.

Q. : Les deux principaux partis politiques au Canada semblent convenir que la meilleure stratégie en ce moment consiste à exercer des mesures de rétorsion fermes contre les droits de douane américains tout en renforçant les relations commerciales et sécuritaires avec l'Europe et d'autres pays à travers le monde. Selon vous, comment le prochain gouvernement du Canada devrait-il appréhender les défis actuels posés par les États-Unis sous la présidence de Trump ?

R. : Nous venons de traverser une campagne électorale surprenante, au cours de laquelle la destinée des deux principaux partis du Canada s'est inversée de manière spectaculaire face à la menace économique provenant des États-Unis. Les dirigeants canadiens devront désormais faire preuve de discernement, de prudence et de retenue lorsqu'ils évalueront dans quelle mesure le Canada peut raisonnablement se diversifier. Notre géographie est un formidable atout et l'attrait du marché dynamique, productif et innovant du Sud, neuf fois plus grand que le nôtre, restera toujours présent. Notre relation avec les États-Unis restera toujours importante pour nous : nous partageons un continent et faisons partie des Amériques. Nous pouvons et devons approfondir nos liens avec nos amis en Europe et nos partenaires de l'Indo-Pacifique, la région du monde à la croissance la plus rapide. Mais nous devons garder les yeux ouverts sur la limite réelle de cette diversification au cours de la prochaine décennie.

Q. : Comment le prochain gouvernement canadien devrait-il affronter les défis posés par la présidence de Trump ?

R. : Le Canada ne peut pas, comme l'a récemment reconnu le premier ministre Mark Carney, se permettre une riposte tarifaire équivalente à celle des États-Unis. Les asymétries entre les deux économies sont tout simplement trop importantes. Cependant, le Canada possède des atouts : notre uranium, notre potasse, nos minéraux critiques, notre énergie, autant de ressources vitales pour les États-Unis à court et moyen terme. Certains secteurs de l'économie américaine, notamment l'automobile, seraient gravement perturbés par des tarifs douaniers, en raison de chaînes d'approvisionnement étroitement intégrées. Les dirigeants canadiens doivent faire preuve de prudence et de détermination lorsqu'ils élaborent des stratégies poursuivant deux objectifs distincts mais complémentaires. D'une part, les tarifs peuvent servir d'incitatif pour amener les États-Unis à négocier le renouvellement de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). Idéalement, nous ne devrions être ni les premiers, ni les deuxièmes, ni même les cinquièmes à conclure un accord. La patience stratégique sera une vertu précieuse. D'autre part, et surtout, les droits de douanes doivent nous permettre de gagner du temps pendant que nous réformons notre économie, cherchons des investissements étrangers hors

des marchés de capitaux américains et favorisons les investissements dans les technologies essentielles à l'économie de demain. Il s'agit là d'une priorité absolue pour le nouveau gouvernement.

Q. : Au cours de ces dernières années, de vives inquiétudes ont été exprimées quant à la montée de l'autoritarisme dans le monde et au déclin concomitant de la confiance dans la démocratie et ses institutions. Dans quelle mesure pensez-vous que ce phénomène contribue aux tensions actuelles dans les relations entre le Canada et les États-Unis ?

R. : Le recul de la démocratie et le basculement dans l'autoritarisme devraient préoccuper profondément les Canadiens. L'autoritarisme menace tout ce qui est cher aux Canadiens, telles nos valeurs, notre culture, nos institutions éducatives, notre société, notre politique, notre économie et, bien entendu, nos droits. Le remède le plus puissant contre l'autoritarisme consiste à restaurer la confiance dans nos institutions démocratiques. Et pour y parvenir, il faut avant tout convaincre les Canadiens que le gouvernement agit dans leur intérêt : qu'il est capable de fournir des services de manière efficace et efficiente, de surveiller nos frontières et d'assurer leur protection, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières. Ce n'est pas un hasard si Mussolini, le dirigeant fasciste de l'Italie des années 1930, avait promis que les trains arriveraient à l'heure. Or, chez nous, les trains n'arrivent toujours pas à l'heure, et en passant, nous n'avons toujours pas construit la prochaine génération de trains à grande vitesse. Notre nouveau gouvernement doit se consacrer à améliorer concrètement la vie des Canadiens et à leur montrer clairement pourquoi, et comment, l'action publique est indispensable. C'est un défi considérable, et cette fois-ci, l'échec n'est pas envisageable. Il suffit de regarder, médusés et horrifiés, ce qui se passe aux États-Unis, notre plus proche voisin et allié, pour en mesurer le prix.